



[Agenda]

Projection débat « Tout peut changer » Mercredi 2 décembre à 20h, Salle Olympie de Gouges, 15 Rue Merlin, Paris 11e

Présentation Les Courtiers du capitalisme Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles de Sylvain Laurens.

Sommet citoyen pour le climat Samedi 5 et dimanche 6 décembre à Montreuil, Place Jean Jaurès.

Zone d'Action Climat (ZAC) Du 7 au 11 décembre, la Coalition Climat 21 ouvre un espace d'action et d'expression : la Zone d'Action pour le Climat (ZAC) au CentQuatre, dans le 19e arrondissement de Paris.

« Dexia. Démocratie confisquée » Film de Valentin Fayet. Projection-débat avec le réalisateur et Patrick Saurin, auteur de « Les prêts toxiques, une affaire d'Etat ».

12 décembre - Manifestation pour le climat Un dernier mot pour ouvrir un nouveau chapitre du mouvement pour la justice climatique, en 2016 et au-delà.

Nature, le nouvel eldorado de la finance Film de Sandrine Feydel et Denis Delestrac. Projection-débat avec la co-réalisatrice et Christophe Bonneuil, historien au CNRS.

Ecouter l'émission Modes d'Emploi (modes-d-emploi.net) sur radio FPP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30.

paris.demosphere.eu rezo.net/agenda

[Bulletin d'Abonnement]

Le PIAF est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de: Le PIAF - 2&4 bvd Ornano 75018 Paris - France

Form with fields: JE SOUHAITE, 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 € [], RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO, 30 EX = 4,60 € [] 100 EX = 9 € [], PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT [], ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS) [], FAIRE UN DON [], NOM, PRÉNOM, ADRESSE, EMAIL



Pour une Information Alternative, Forcément!

N°79 - Septembre-Octobre-Novembre 2015 www.le-piaf.org

De l'urgence climatique à l'état d'urgence

Avec l'état d'urgence, la pression citoyenne sur les décisions qui seront prises lors de la COP21 aura du mal à s'exprimer. Entravés par la politique sécuritaire, les manifestants qui voulaient investir les rues de Paris devront rester chez eux devant BFM.

- P6 - Conflits d'intérêts au Lobbystan
P8 - Moins d'argent, moins de postes et moins d'idées
P10 - Périls périlleux
P11 - Toutes et tous #FaucheursDeChaises
P2 - Balle au centre en Espagne?
P3 - L'ONU est-elle soluble dans les hydrocarbures?
P4 - Attention! Un crime peut en cacher un autre.
P5 - Poutine ou l'étincelle de trop?
P7 - Netanyahu monte sur les planches avec Dieudonné

Avec l'ouverture du Sommet mondial sur le climat à Paris (COP 21), de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, les 196 pays qui s'approprient à négocier un accord sur le climat à Paris sont incapables, aujourd'hui, de trouver 100 milliards de dollars par an pour alimenter le « Fonds vert pour climat », créé pour financer la lutte contre le dérèglement climatique et aider les pays pauvres à s'adapter aux conséquences de ce dérèglement (montée des eaux, canicules, sécheresses, cyclones, baisses des rendements agricoles, malnutrition, flux



Face à une telle question, et une telle incertitude sur l'avenir, la priorité devrait être claire pour tous les gouvernements, et en particulier pour les pays développés qui sont à l'origine

Suite en page 11



Balle au centre en Espagne ?

Que ferez-vous le 20 décembre prochain ? A cette question, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a répondu de façon surprenante : « les élections générales ». On ignore si Rajoy a voulu ainsi garder le pouvoir le plus longtemps possible mais ce que l'on sait c'est que ce recul de la date a facilité l'émergence d'une 4ème force politique. On savait depuis un an que le bipartisme espagnol qui sévit depuis 30 ans avait vécu avec l'apparition de Podemos, un parti issu du mouvement anti-système de 2011.

Le nouveau venu est Ciudadanos (Citoyens en VF). Un parti créé en 2006 mais resté confidentiel (0,18% aux élections générales de 2008, 3,16% aux européennes en 2014) jusqu'à cette année lorsque des scores autour de 10% aux élections municipales et régionales lui ont donné un rôle d'arbitre. Le faiseur de roi a ainsi pu exhiber ses grands principes basés sur l'anti-corruption et une redistribution « juste » des richesses. Il s'est montré capable de négocier avec la droite comme avec la gauche en affirmant agir dans l'intérêt des espagnols sans s'intéresser aux étiquettes politiques. Fort de cette montée en puissance, Ciudadanos a obtenu 18% des voix lors de l'élection régionale en Catalogne le 27 septembre dernier, transformant son chef de file, Albert Rivera, en vainqueur potentiel le 20 décembre prochain.

Comment expliquer cette arrivée au premier plan d'un parti qui ressemble au MoDem français jusque dans son logo ?

D'abord l'érosion des deux partis traditionnels. PP et PSOE se sont succédés au pouvoir sans que l'on puisse différencier leurs politiques, subordonnées au bon vouloir de l'Europe et caractérisées par les amitiés malsaines entre politiques et (grand) monde économique. Cela a favorisé l'arrivée de nouvelles têtes comme Pablo Iglesias, le leader de Podemos.

Rassembleur dans un premier temps, Iglesias semble aujourd'hui usé, « fatigué » comme il l'a dit lui-même lors d'un débat télévisé avec Rivera. A quelques semaines des élections, Podemos reste flou sur son programme économique et ses approximations répétées conjuguées à l'absence d'accord avec IU (Gauche unie issue du PC, qui pèse 5% de votes) l'ont affaibli.

Dès lors, il semblerait que les Espagnols qui souhaitent remettre en cause les partis traditionnels se tournent désormais vers le beau, habile et néanmoins centriste Albert Rivera. Pour la Révolution, il faudra repasser...

Ben

1 - Avec le PP (droite au pouvoir) et le PSOE (équivalent du PS français)

Barre à gauche au Portugal

Alors qu'en France certains « socialistes » arèvent tout haut de se fondre avec la droite, le PS portugais a suivi le chemin inverse. Après les élections du 4 novembre, face à un PSD (droite) premier en nombre de sièges au parlement mais minoritaire, il a en effet constitué une majorité en s'alliant au PC et au Bloc de gauche. L'accord de gouvernement vise à détricoter les mesures d'austérité du gouvernement de droite sortant et à renforcer la politique sociale : revalorisation des pensions ; augmentation progressive du salaire minimum (de 500 à

600 €) ; lutte contre le travail au noir ; rétablissement des salaires des fonctionnaires rognés par la droite ; rétablissement des jours de congé supprimés par la droite ; augmentation de la progressivité de l'impôt ; automaticité des tarifs sociaux de l'énergie ; annulation de privatisations.

C'est un événement à la fois pour le Portugal et pour l'Europe. Au Portugal, le PS avait pris ses distances avec la gauche révolutionnaire dès le lendemain de la Révolution des œillets (1974) et avait même dès 1983 préféré s'allier à la droite plutôt qu'au PC. C'est

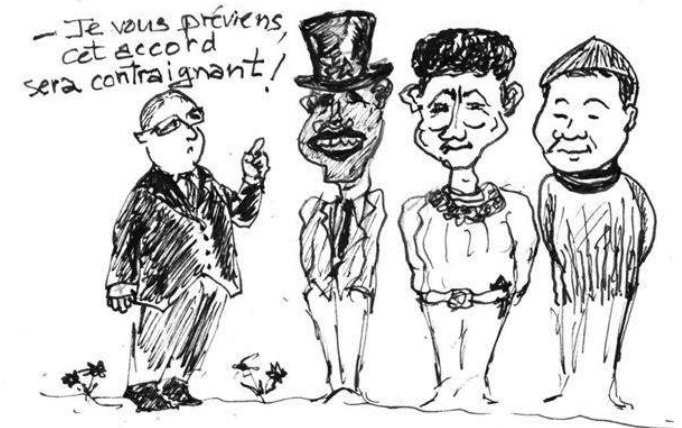


De l'urgence climatique à l'état d'urgence (suite de la une)

migratoires, propagation de certaines maladies comme la dengue, extinction de nombreuses espèces, etc.). Or cette question du financement est évidemment centrale : à court terme, pour que les Etats parviennent à un accord à Paris, mais plus généralement, pour financer la transition vers une société plus « sobre » en carbone, et les infrastructures nécessaires à notre adaptation.

100 milliards de dollars par an. Cela semble énorme. Mais cet argent existe : pas moins de 20 000 milliards de dollars sont aujourd'hui cachés dans les paradis fiscaux, et le manque à gagner pour les Etats est estimé à 600 milliards par an. 60 milliards pour le seul Etat français. Cette évasion fiscale est organisée par les plus grandes banques. En France, c'est BNP Paribas qui détient le record d'implantation dans les paradis fiscaux.

Face à ce scandale, des organisations citoyennes (Attac, Bizi, Basta et d'autres) ont lancé un appel « pour la réquisition de 196 chaises avant et pendant la COP 21 ». L'action, symbolique et non violente, consiste à



réquisitionner des chaises dans des agences de certaines grandes banques françaises, pour sensibiliser l'opinion publique à ce détournement absurde de sommes colossales qui pourraient être mobilisées pour le climat. Le mouvement des « faucheurs de chaises » a pris de l'ampleur et les 196 chaises réquisitionnées réapparaîtront à Montreuil, pendant la COP 21, pour un « contre sommet » intitulé « Sommet citoyen pour le climat ».

Magali

Toutes et tous #FaucheursDeChaises

Extrait de l'appel lancé par les organisations citoyennes

L'article 14 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen nous indique la voie : « tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ».

Pour répondre à la menace grave et imminente que représente l'évasion fiscale, nous appelons les citoyen-ne-s à

réquisitionner 196 chaises d'ici la COP 21, dans les agences des banques les plus implantées dans les paradis fiscaux. Ces chaises serviront de support à une grande action symbolique en pleine COP 21, afin d'inciter les citoyen-ne-s du monde à entrer dans l'action. Nous appelons à mener ces actions au grand jour, à visage découvert, dans l'esprit de l'action non-violente et de la désobéissance civile, en respectant les personnes tout en affichant notre détermination à faire changer cette situation d'injustice.

Le texte dans son intégralité: france.attac.org/se-mobiliser/toutes-et-tous-faucheurs-de-chaises



Périclès périclite¹

A l'heure actuelle, on se trouve devant un paradoxe... Alors que le système démocratique se répand dans le monde jusque dans les pays au passé autoritaire, de nombreux gouvernements sont confrontés à une crise de légitimité sans précédent : abstention en hausse, baisse de la confiance dans les élus, désaffection des adhérents et des sympathisants des partis politiques, etc. On explique généralement ces phénomènes par la montée de l'individualisme et du repli sur soi.

Pourtant, de nombreux mouvements contestataires ont émergé ces dernières années - dans le domaine écologique ou économique -, témoignant d'une réelle volonté de comprendre et de débattre, et d'un désir d'agir en dehors de la politique institutionnelle. Quelles sont donc les causes de la méfiance, voire du rejet, à l'encontre du pouvoir politique traditionnel ?

On peut dégager six causes.

(1) La classe politique s'est aujourd'hui largement autonomisée du reste des citoyens, avec une vision du monde et des intérêts qui lui sont propres (carriérisme, cumul des mandats, « affaires »).

(2) Force est de constater l'impuissance des classes politiques occidentales face à l'accroissement des inégalités et aux défis écologiques. Une gouvernance en apparence dépolitisée a pris le pas sur la politique à proprement parler : confiée à des « experts », la gestion de ces problèmes particulièrement sensibles laisse les citoyens passifs, démunis et écoeurés.

(3) En outre, la confiance aveugle dans la science est fortement contestée : chacun est conscient que le progrès technique est parfois ambivalent et que, derrière l'apparente neutralité technique, il y a une part de contingence politique et économique. La « délégation » de ces sujets aux seuls scientifiques est donc remise en question.

(4) Par ailleurs, l'action publique bureaucratique souffre d'un discrédit important : d'un côté, l'opacité et les pesanteurs kafkaïennes de certains services publics en font des machines de moins en moins au service du public ; de l'autre, les privatisations et la libéralisation signent le retrait de l'État de secteurs clés pour les usagers.

(5) La crise de légitimité du système politique a également des causes idéologiques : après l'échec du socialisme autoritaire, peu d'idéaux se sont avérés susceptibles de prendre le relais et de mobiliser l'énergie des peuples.

(6) Conséquence : alors que la situation des ouvriers se précarise, l'identité de la classe ouvrière tend à se dissoudre. Désaffiliés, les électeurs des classes populaires se tournent massivement vers l'abstention ou vers les partis d'extrême droite, qu'on peut qualifier de populistes.

Dans ce contexte de désillusion et de doute généralisés, nous assistons aujourd'hui à la fin du modèle qui avait prévalu depuis 200 ans, celui de la démocratie partidariste, et à l'avènement d'une « démocratie d'opinion », celle des enquêtes, des sondages, du populisme et de la démagogie. Comment contrer cette tendance délétère ? L'idée de réintroduire le tirage au sort en politique constituerait peut-être une voie prometteuse pour les démocraties contemporaines, en particulier pour composer des jurys évaluant l'action des élus et pour trancher sur des questions controversées de politique publique. De telles instances pourraient constituer un point d'appui pour une opinion publique plus éclairée et pour une action publique plus responsable – une dynamique qui irait à rebours de la démocratie d'opinion. Quelles en seraient les conditions ? Quels seraient les défis à affronter ? À suivre...

Marie

¹ - Cet article s'appuie sur l'ouvrage d'Yves Sintomer : Petite histoire de l'expérimentation démocratique, paru en 2011



L'ONU est-elle soluble dans les hydrocarbures ?

Le 21 septembre 2015, l'ONU s'est couverte de ridicule en acceptant la nomination de Faisal bin Hassan Trad, qui représente l'Arabie Saoudite dans l'assemblée, comme conseiller en matière de Droits de l'Homme pour le continent asiatique.

L'Arabie Saoudite est une monarchie totalement antidémocratique, sans liberté d'expression, sans liberté religieuse qui utilise la charia au sens le plus archaïque du terme.

L'Arabie Saoudite est l'un des cinq pays du monde qui exécute le plus (notamment pour athéisme, apostasie et insulte à l'islam) et qui utilise les châtiments corporels (fouet, mutilation, crucifixion...).

L'Arabie Saoudite qui interdit presque tout aux femmes ravalées au rang de domestique et/ou d'objet sexuel, jamais majeures et toujours dépendantes d'un homme.



L'Arabie Saoudite dont les ressortissants subventionnent la plupart des organisations terroristes islamistes.

Mais l'Arabie Saoudite grosse productrice de pétrole, grosse consommatrice d'armes occidentales, gros investisseur en Europe et aux Etats-Unis...

Tout cela méritait bien qu'on la portât ONU.

Jmj

Barre à gauche au Portugal (suite de la page 2)

donc une division profonde et ancienne de la gauche portugaise qui a été surmontée. Au niveau européen, c'est le premier pays dans lequel, après des années de social-libéralisme (voire de grandes coalitions avec la droite), un PS renoue avec la gauche.

Mais après l'échec de Syriza, une politique nationale anti-austérité est-elle possible au sein de l'Union européenne ? D'une part, contrairement à la Grèce, le Portugal ne dépend plus d'un plan d'aide de l'UE et sera donc moins sensible au chantage. D'autre

part, le PS ne peut rester au pouvoir qu'avec le soutien de sa gauche, ce qui limite les risques de droitisation.

Ces élections sont une belle claque pour les élitocrates qui prévoient le couronnement de l'austérité par les urnes, mais surtout, après l'échec grec, une deuxième chance pour une vraie politique de gauche en Europe.

Folubert Sansonnet



Attention ! Un crime peut en cacher un autre.

La foule des réfugiés qui tentent par tous les moyens de quitter le Proche-Orient pour venir en Europe est le résultat de politiques absurdes ou abjectes des pays de la zone, des Etats-Unis, de la Russie et de l'Europe. Petite revue de l'horreur.

Pour n'avoir pas osé armer la révolte anti-Assad, par peur de Poutine et par peur d'une dérive islamiste, les Américains et les Européens ont créé les conditions d'un enlèvement propice à la fois au régime et à la propagation des extrémismes. Ils ont laissé les monarchies du Golfe financer la révolte, ce qui a favorisé les plus fondamentalistes des opposants à Assad.

Le jeu ignoble des Emirs du Golfe

Jeu ignoble des dictateurs wahabites du Golfe qui veulent bien déboursier des millions de dollars pour la guerre en Syrie et pour financer les camps de réfugiés au Liban ou en Jordanie, mais qui n'en veulent aucun sur leur territoire (pourtant immense et vide dans le cas de l'Arabie Saoudite).

Le double jeu de l'occident

Double jeu des Occidentaux qui critiquent Assad l'assassin et Poutine son principal soutien mais vendent des armes à gogo aux monarchies rétrogrades, barbares et tortionnaires du Golfe. Double jeu de la France qui dénonce Assad, refuse de vendre des bateaux de guerre à la Russie à cause de cette alliance, mais les revend au dictateur égyptien.

Double jeu de l'Iran qui profite de la crise syrienne pour

apparaître comme un acteur essentiel pour la paix mais soutient Assad.

Hypocrisie et lâcheté générale d'une coalition qui veut tout régler par des bombardements sans risquer un seul soldat au sol. Hypocrisie de Poutine qui utilise le brasier syrien pour faire oublier le borborygme ukrainien et lance des bombes sur les opposants au régime Assad en affirmant lutter contre l'EI.

Jmj

Le jeu dangereux de la Turquie d'Erdogan

Dès le début des hostilités, la Turquie d'Erdogan a tenté de jouer sur tous les tableaux pour contrer Assad (alaouite détesté par le sunnite d'Ankara) et Poutine (l'ennemi russe héréditaire et allié d'Assad), tout en profitant largement de tous les trafics en direction ou en provenance de Syrie. Double jeu d'un pays donnant une image positive grâce à l'accueil de nombreux réfugiés syriens, mais laissant passer armes et djihadistes vers la Syrie... tout en fermant la frontière à ceux qui voulaient aider les Kurdes syriens aux prises avec l'EI. Double jeu encore d'un pays membre de l'OTAN mais refusant l'accès de ses bases aériennes aux Occidentaux il y a peu de temps encore. Double jeu enfin d'Erdogan qui utilise les réfugiés comme moyen de pression sur les Occidentaux : ou les Occidentaux le laissent liquider tranquillement les Kurdes, ou la Turquie laissera passer tous les réfugiés et migrants vers l'Europe.

Le 29 novembre, les dirigeants européens se sont mis d'accord sur une aide de 3 milliards à la Turquie pour l'accueil des réfugiés Syriens. Le plan d'action commun entre l'UE et la Turquie ressemble à un quitus sur le massacre des Kurdes et les violations des droits en Turquie. Une semaine après avoir abattu un avion russe, la Turquie s'ancre dans l'OTAN et voit la réouverture des négociations sur son entrée dans l'UE... Les haines entre les peuples de cette zone à risques n'ont pas fini de se creuser et le terrorisme a de beaux jours devant lui !



Moins d'argent, moins de postes et moins d'idées (Suite de la page 8)

moyenne moins de papiers de recherche que ceux avec un budget plus faible, et avec une qualité scientifique également moindre. Il existe en effet une quantité plafond de papiers de recherche qu'un chercheur peut produire, or le temps passé à chercher et gérer des fonds pour des projets sans ambitions empêchent un chercheur d'utiliser son temps pour la réflexion.

Un réel malaise s'installe à l'Université et dans les laboratoires de recherche. Le personnel enseignant, chercheur et administratif se dévoue pour maintenir en fonction des établissements au bord du gouffre.

G.K.W. VanDenParaboum

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation). <http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/> Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

contact@le-piaf.org

www.le-piaf.org

Directeur de la publication

du numéro 79 : Marie Bastide

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JM.J., Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Marie,

Oliver Carmine, Patrick, PB,

Pierre Foulhoux, Robert Moïseau.



Moins d'argent, moins de postes et moins d'idées

Début septembre, la mission « Recherche et enseignement supérieur » du Sénat a analysé les finances des universités françaises. Le premier point est sans appel : les promesses du gouvernement de « sanctuariser » les crédits de la recherche n'ont pas résisté aux mesures d'austérité du budget 2014. Cette promesse du président Hollande de janvier 2014 a donc été balayé par le budget voté huit mois plus tard.

Le budget total des programmes de recherche avait été, pourtant, voté avec une augmentation de 1,8 %, suivant ainsi la promesse du président. Des annulations successives en cours d'année ont finalement conduit à une baisse de 2 % des crédits par rapport à 2013. Plus alarmant, des crédits votés par le parlement dans la loi de finances initiale n'ont finalement pas été mis à disposition des gestionnaires des programmes de recherche. Au total, les crédits consommés sont inférieurs de 4,5 % à ceux prévus dans la loi de finances initiale.

Du côté des universités, les tsunamis des réformes initiées par les gouvernements Raffarin ont totalement brouillé l'analyse budgétaire. L'autonomie des universités, en particulier, empêche un contrôle direct et efficace des budgets au niveau du ministère. En 2012 les « socialistes » au pouvoir ont offert 1000 postes à l'université, mais le budget de ces postes s'est retrouvé immédiatement noyé dans le maintien des activités d'enseignement des universités. L'université devait continuer à augmenter ses effectifs, elle n'arrive même plus à compenser les départs en retraite des enseignants.

Autonome c'est pas sûr, inégale c'est certain

L'autonomie ne touche pas de manière égale les établissements d'enseignement supérieur : en effet, toutes les universités n'ont pas à faire face aux mêmes problèmes. Certains campus croulent de vétusté par manque de moyens, mais il n'existe pas de solidarité entre les universités, chacune

tendant de cacher ses soucis budgétaires pour conserver son image de marque. La concurrence si chère aux « libéraux » ravage l'université... sans présenter aucun avantage. Des formations ferment dans l'indifférence générale ; des docteurs brillants ne peuvent plus candidater par manque de postes ; des équipes de chercheurs doivent renoncer à des projets.

Répartitions inégales entre les universités

Les réformes des gouvernements Chirac et Sarkozy avaient déjà préparé le terrain à la répartition inégale des ressources de recherche. Le CNRS, organe démocratique, a été vidé de l'essentiel de ses moyens au profit d'une nouvelle agence, l'ANR, totalement opaque. Cette agence avait pour objectif de donner beaucoup de moyens à un nombre restreint de projets et sur une durée faible. Ce moyen de financement change profondément la philosophie de la recherche : pressés par le temps et l'obligation de réussite, les chercheurs proposent des projets sans réelles ambitions et dont la mise en applications est immédiate. Si ce type de fonctionnement est parfois utile pour des projets à court terme, il est totalement dangereux pour la recherche plus fondamentale. Une étude scientifique réalisée sur la période 2000-2010 au Canada montre qu'il vaut mieux donner à tous les chercheurs des crédits récurrents que donner beaucoup aux laboratoires décriés « performants ». Sur cette décennie, les chercheurs ultra-financés produisent en

Suite en page 9



Poutine ou l'étincelle de trop ?

Le Proche-Orient est une zone complexe depuis des siècles, carrefour entre l'Europe et l'Asie, et lieu de naissance de trois des principales religions actuelles. Les interventions extérieures y sont des facteurs de déstabilisation qu'il est difficile de mesurer et de contrôler. L'activisme belliqueux de Poutine en Syrie depuis début octobre¹ risque fort de renforcer les tensions, en rallumant plusieurs foyers de troubles dans la région :

L'opposition chiites/sunnites : les chiites syriens, libanais, iraniens (et peut-être irakiens sous peu) réunis sous la protection russe², s'opposant aux sunnites sous protection américaine, comme les monarchies du Golfe et la Turquie (également membre de l'OTAN).

L'opposition entre alliés de l'occident (membres de l'OTAN ou non) et pays non alignés ou proche de la Russie.

L'opposition multi-séculaire entre la Turquie et la Russie, qui risque à chaque instant de dégénérer autour du dossier syrien, principalement parce que les russes violent à répétition l'espace aérien turc. Le moindre accrochage peut dégénérer rapidement entre ces deux « démocraties autoritaires ». Et c'est effectivement ce qui s'est produit le 24 novembre, un Su-24 russe a été abattu

par deux F-16 de l'armée de l'air turque à la frontière entre la Syrie et la Turquie. Vladimir Poutine a alors parlé d'un « coup de poignard dans le dos », porté par « les complices des terroristes ».



Grand écart diplomatique égyptien : jusqu'où ira Al Sissi ?

taire³ ou terroriste.

Jmj

1 - Jusque là l'engagement russe se limitait au domaine diplomatique et à la fourniture d'armes au régime syrien.
2 - La Russie possède le « bouclier » de son siège de membre permanent avec droit de veto aux Nations Unies.
3 - Surtout si l'on imagine le scénario catastrophe de l'élection d'un quelconque Trump ou Bush à la Maison Blanche !

En marge de la question syrienne, la déstabilisation de la région passe aussi par des gains de tensions au Liban (noyé sous l'afflux de réfugiés), et une nouvelle flambée de violence dans les territoires occupés en Palestine.

Tous les ingrédients sont à présent réunis pour une crise majeure à l'échelle régionale dont les conséquences internationales sont potentiellement catastrophiques, en termes d'exodes de population, en terme de réaction en chaîne mili-



Netanyahu monte sur les planches avec Dieudonné



1940 et 1943, avait déjà été planifiée depuis longtemps en novembre 1941 avec des épisodes aussi horribles que le massacre de Babi Yar qui a vu mourir plus de 30 000 personnes les 20 et 21 septembre 1941 dans un ravin aux abords de Kiev. La population juive y avait été regroupée sous prétexte de les embarquer dans des trains.

Avec un pareil sens de l'outrance, du mauvais goût et du révisionnisme « Bibi » pourrait monter sur scène avec Dieudonné.

Jmj

1 - Il s'exprimait alors devant le Congrès sioniste à Jérusalem le 20 octobre dernier (*Le Monde* du 21/10/15)

2 - Il collabora d'ailleurs au recrutement de musulmans dans les Balkans pour la Waffen SS.

Depuis que Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, est au pouvoir, il n'hésite devant aucun excès, pour choquer ou faire peur et en tout cas marquer les esprits.

Cette fois « Bibi » s'est surpassé en disant qu'Hitler n'avait pas en tête d'exterminer les juifs mais que l'idée lui aurait été glissée par le Grand mufti de Jérusalem¹. Effectivement Mohammed Amin al-Husseini, chef religieux musulman en Palestine, a bien rencontré Hitler en novembre 1941 alors qu'il était réfugié en Allemagne nazie².

La « Shoah par balle » qui a causé l'extermination d'un million de personnes, essentiellement juives, entre

Dieudonné face à la justice belge

Dieudonné a été condamné le 25 novembre à deux mois de prison ferme et 9 000 euros d'amende par la justice belge, pour des propos négationnistes, antisémites et d'incitation à la haine raciale.

Espérons que les avocats du sinistre bouffon ne trouveront pas le moyen de lui éviter le cachot car, même si la condamnation est de courte durée, le symbole serait plaisant.



Conflits d'intérêts au Lobbystan

Deux conflits d'intérêts concernant le personnel politique européen ont été récemment dévoilés, qui questionnent la démocratie européenne.

De 2009 à 2014, Rachida Dati exerce comme consultante pour GDF-Suez alors qu'elle est députée européenne. Une enquête démarre début 2014 au niveau européen pour déterminer s'il y a conflit d'intérêts. Les services juridiques concluent que non. Parallèlement, en France, l'investigation de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique n'est pas menée à terme. Sans doute cette « haute autorité » a-t-elle également considéré qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêts... Pourtant, à l'époque de ses liens avec GDF, Rachida Dati, habituellement peu active dans la vie parlementaire européenne, s'est impliquée avec une étonnante énergie dans la commission Industrie, Recherche et Energie, déposant de nombreux amendements favorables au gaz naturel.

Depuis son retrait de la vie politique allemande en 2007, Edmund Stoiber est administrateur de plusieurs sociétés, notamment le cabinet de consulting Deloitte, l'entreprise de communication ProSiebenSat.1 et la Donner & Reuschel Privatbank. Il a pourtant été engagé en 2007 par Barroso (alors président de la Commission) comme conseiller spécial pour diriger le groupe de travail sur les « charges administratives ». Ce groupe a produit en 2014 un rapport prônant l'allègement des réglementations. Etonnant, non ? Jean-Claude Juncker, l'actuel président de la Commission, a ensuite engagé Stoiber comme conseiller spécial pour l'initiative sur la « meilleure régulation ». Juncker avait été prévenu par son cabinet des soupçons de conflit d'intérêts qui pesaient sur Stoiber, mais il a choisi d'assumer ce risque.

La médiatrice de l'UE Emily O'Reilly a récemment ouvert une enquête sur les conflits d'intérêts de Stoiber, suite à la plainte de deux ONG, Corporate Europe Observatory et Les Amis de la Terre. Ces groupes et d'autres ont également lancé le réseau Better Regulation Watchdog¹, pour produire une contre-expertise indépendante sur les réglementations. Une initiative nécessaire, face aux risques que le groupe officiel pour une "meilleure régulation" fait peser sur les protections environnementales et sociales.

Au-delà de ces deux cas, combien de politiques sous influence ? Cette proximité exagérée, de même que les allers-retours des énarques entre la haute-fonction publique et le privé, créent une connivence de classe qui explique bien des politiques... et la disparition des électeurs.

Folubert Sansonnet

1 - www.betterregwatch.eu

